

IV. — *Le Ministre d'Etat (1888—1915).*

*De Tornaco spitzte seine sämtlichen Reden auf eine Devise zu : « Paul Eyschen esse delendum ». (B. Weber, Abreißkalender 24.5.1921).*

Si Eyschen a déjà pu donner jusqu'ici la mesure de ses capacités, sa personnalité ne bénéficia des vrais feux de la rampe qu'à partir du 22. 9. 1888 où il prit la succession d'Edouard THILGES à la présidence du gouvernement.

Pendant 27 ans il dirigea les affaires de l'Etat avec une souplesse qui tenait du prodige, avec un entregent qui lui faisait toujours trouver le vrai ton — fût-ce en compagnie d'un reporter de journaux qu'il savait charmer par des conversations intéressantes ; ou auprès d'un brave vigneron qui lui exposait ses doléances ; ou en présence d'un baron ayant plus de morgue que de quartiers de noblesse ; ou au sein d'un Parlement houleux ; ou vis-à-vis de sa souveraine mal conseillée par son entourage.

De toute évidence, sa manière de gouverner le pays prêta à des critiques au sein de tous les partis.

Du côté de la droite, Emile Prum, qui « ne peut lui contester une intégrité parfaite et un vrai patriotisme ». . . lui reproche d'abord « son perpétuel jeu de bascule qui oscille tantôt à droite tantôt à gauche, le rendant suspect à tous ceux dont à tour de rôle, et selon les besoins de la situation momentanée, il a cru devoir se servir. »

Des nombreux autres griefs reprochés à Eyschen par le député de Clervaux et se résumant dans la phrase amusante « que le chef du gouvernement avait mené le char de l'Etat aux bords des pires abîmes » nous retiendrons, pour mémoire, ceux qui se rapportent à l'abolition de la traduction du discours du trône et de l'exposé de programme de gouvernement « qui aurait pu donner prise à l'opposition » ainsi qu'à son refus de faire reviser la Constitution en 1913 (1).

Du banc des socialistes, et à l'occasion de la suppression des éconômats patronaux, le docteur M. WELTER le qualifia « de dévoué serviteur de l'usine de Dudelange ». C'est d'ailleurs à propos de cette injure que le ministre d'Etat répondit : « Je n'ai jamais été serviteur de l'industrie. J'ai refusé bien des fois d'entrer dans des conseils d'administration, et si je n'étais pas venu à ce banc, je me retirerais avec une très grande fortune. Si j'avais recherché l'argent, je ne serais pas entré ici. . . » Puis, en désignant ses 3 collègues, le Ministre d'Etat poursuivit : « Aucun de nous quatre n'est actionnaire d'une société indus-